

LA PRESSE

PME INNOVATION
L'ART DE MAGASINER SON PLOMBIER
PAGE 4

CV
VIE AU TRAVAIL
VOTRE COLLÈGUE EST-IL PSYCHOPATHE?
PAGE 9



AFFAIRES



COUPES BUDGÉTAIRES AMÉRICAINES
UN IMPACT DANS LE CIEL CANADIEN?
PAGE 5

↑ **S&P TSX**
12 660,44
+9,57 (+0,08%)

↑ **S&P 500**
1496,94
+9,09 (+0,61%)

↑ **DOW JONES**
13 900,13
+115,96 (+0,84%)

↓ **PÉTROLE**
92,63 \$US
-0,48 \$US (-0,52%)

↑ **DOLLAR**
97,43
+0,12 €US

INDUSTRIE DU JEU VIDÉO

LES HEURES IMPAYÉES S'ACCUMULENT

Sous le couvert de l'anonymat, des travailleurs lèvent le voile sur une pratique contestée

PAGES 2 ET 3



ILLUSTRATION JEAN-MARC CHARRON-AUBIN, LA PRESSE



Silvio Berlusconi

PHOTO AFP

ÉCONOMIE MONDIALE
TURBULENCES ET COALITIONS
PAGE 11

ÉTATS-UNIS
LES PROFITS DES BANQUES REPRENNENT DU TONUS
PAGE 8



LA SÉLECTION
PROFITEZ DANS L'ADVERSITÉ
Les déboires d'une entreprise peuvent vous enrichir
PAGE 11

15% DE RABAIS À L'ACHAT DE 12 BOUTEILLES ET+ EN TOUT TEMPS

MÉLANGER
LES PRODUITS, C'EST PERMIS

SAQ DÉPÔT
1001, rue du Marché-Central
Montréal H4N 1J8
514 383-9954 | 1 888 232-9355

TITULAIRES DE PERMIS ET AGENCES DE LA SAQ EXCLUS. Offre exclusive à la SAQ Dépôt. Applicable aux produits de la zone RABAIS ESCALIER. Certaines conditions s'appliquent. Détails en succursale. 18 ans ou plus.

La modération a bien meilleur goût.



18+



« Il y a des choses qui se trament », dit le ministre Paradis

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Moins d'un an après avoir assoupli les règles de propriété étrangère en téléphonie sans fil, le gouvernement Harper attend toujours ses premiers investissements étrangers. Mais peut-être plus pour très longtemps, selon le ministre fédéral de l'Industrie, Christian Paradis, l'un des 70 000 congressistes qui participent cette semaine au Mobile World Congress à Barcelone.

« Ce qu'on entend dire, c'est que les gens voient d'un bon œil qu'on ait assoupli les règles. J'en tire comme conclusion que les entreprises (étrangères) regardent pour des occasions d'affaires. On voit qu'il y a des choses qui se trament », dit le ministre Paradis en entrevue à *La Presse Affaires*.

À Barcelone, le ministre Paradis n'a pas rencontré directement des exploitants étrangers de téléphonie sans fil au sujet de la possibilité de s'implanter au Canada. « Ce n'est pas mon rôle (comme ministre) de faire du démarchage. Nous avons élargi les règles de propriété pour permettre une meilleure concurrence. L'objectif, c'est de dire haut et fort que nous avons un secteur des télécoms fort et que nous les invitons à venir faire affaire chez nous », dit le ministre Paradis, qui a organisé hier un déjeuner avec des dizaines d'entreprises étrangères de télécoms.

Depuis mars 2012, le Canada permet à des entreprises étrangères d'être le propriétaire de contrôle d'un exploitant de téléphonie sans fil détenant au départ moins de 10% des parts de marché. Sinon, la limite d'actionnariat étranger est toujours de 46%. Depuis un an, aucune nouvelle entreprise étrangère n'a investi au Canada. L'entreprise égyptienne Orascom est passée d'actionnaire minoritaire à actionnaire majoritaire de l'exploitant canadien Wind Mobile. De nouvelles alliances pourraient avoir lieu au cours des prochaines enchères de spectre en 2013 et en 2014.

Si la question des exploitants sans fil est d'actualité au Canada, le secteur des télécoms est beaucoup plus vaste. À Barcelone, le ministre Paradis dit avoir « continué le dialogue » avec des multinationales (ex : Ericsson et Cisco) pour les inciter à augmenter leur présence au Canada. « On peut s'attendre à avoir des développements positifs au Canada, mais on ne peut rien confirmer à proprement parler, dit le ministre Paradis. Les entreprises feront leurs propres annonces. Il y a des pourparlers que je dois taire pour des raisons de confidentialité, mais il y a des choses intéressantes qui se trament. »

Plusieurs entreprises canadiennes de télécoms sont représentées parmi les 70 000 congressistes cette

« Ce qu'on entend dire, c'est que les gens voient d'un bon œil qu'on ait assoupli les règles. J'en tire comme conclusion que les entreprises (étrangères) regardent pour des occasions d'affaires. »

semaine à Barcelone. Selon Rogers, le congrès consacre une place importante aux connexions « machine à machine ». « Nous allons vers un monde plus connecté et ce changement est très réel cette année, dit Mansell Nelson, vice-président M2M (machine à machine) de Rogers Communications. De plus en plus d'automobiles auront une carte SIM. L'auto sera connectée au téléphone, ce qui permettra notamment de la localiser et d'offrir un système de nouvelles et de divertissement à l'intérieur pour les passagers. Auparavant, on voyait ça sur des modèles de luxe, mais ce sera bientôt possible sur de plus en plus de modèles. »

Le Mobile World Congress se termine demain.

Les nouveautés du Mobile World Congress

JEAN-FRANÇOIS CODÈRE



Les premiers appareils Firefox Derrière les géants Android, iOS, BlackBerry et Windows Phone, d'autres développeurs tentent de populariser leur plateforme mobile. Alcatel, LG, Huawei et ZTE ont présenté les premiers modèles équipés du système Firefox OS. Sony s'est aussi engagé à en assembler un, mais pas le géant Samsung, qui aurait décidé de passer son tour. La première commercialisation devrait avoir lieu en Europe l'été prochain. En Amérique du Nord, il faudra vraisemblablement attendre 2014.



Le Huawei Ascend P2 Les grands fabricants Apple, Samsung et Microsoft ont carrément boudé le MWC.

D'autres, comme LG et HTC, y ont consacré un effort minimal. Mais la chinoise Huawei y a présenté son nouveau modèle phare, l'Ascend P2. Il ne faut pas négliger le fabricant chinois, parti de rien il y a quelques années pour devenir le plus important fournisseur d'équipements pour les réseaux mobiles. L'une des particularités du P2 est un écran tactile suffisamment sensible pour être utilisé avec des gants.



« Votre mot de passe, vos yeux Comme dans les films d'espions, la technologie EyePrint de l'entreprise EyeVerify permet d'utiliser vos yeux comme clé d'accès à votre téléphone. Il suffit de scruter la caméra de votre appareil pour que celui-ci analyse l'empreinte des veines de votre œil. Au MWC, l'entreprise utilisait un iPod pour démontrer son produit. Elle offrira d'ici quelques semaines un kit d'essai aux fabricants de téléphones intelligents, qui pourront ensuite décider ou non de l'inclure dans leurs prochains modèles. »

JEU VIDÉO

LES HEURES SANS L

JEAN-FRANÇOIS CODÈRE

Avec la fermeture soudaine de leur studio la semaine dernière, une centaine d'employés montréalais d'Electronic Arts (EA) ne recevront aucune compensation pour les heures supplémentaires qu'ils ont effectuées au cours des dernières semaines. La situation met en lumière une pratique éminemment sensible dans l'industrie du jeu, celle des nombreuses heures supplémentaires non rémunérées.

La centaine d'artisans du studio montréalais de Visceral

Games, dans la Place Ville-Marie, mettaient un point final à la production d'*Army of Two: The Devil's Cartel*, quand la mauvaise nouvelle leur a été annoncée, jeudi dernier.

« Ils nous ont tous convoqués pour une réunion à 13 h 30 près des bureaux des ressources humaines, a raconté à *La Presse* Geneviève*, une employée qui a exigé l'anonymat, comme tous ceux à qui nous avons parlé dans ce dossier. Pendant ce temps, ils désactivaient nos accès à nos ordinateurs. »

Une mauvaise nouvelle



PHOTOMONTAGE LA PRESSE

« Dans la loi, il n'y a pas de zone grise. Si tu fais des heures, tu es compensé »

- M^e JOHANNE TELLIER, COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL

JEAN-FRANÇOIS CODÈRE

Directrice du centre juridique de Montréal de la Commission des normes du travail, M^e Johanne Tellier voit deux problèmes dans la gestion des heures supplémentaires

des studios de jeux vidéo, tel que nous l'ont racontée des employés.

« D'abord, le fait de remettre des heures supplémentaires sous forme de congés n'est pas une infraction, à condition que l'employé l'accepte, précise-t-elle. Ce qui est plus discutable, c'est d'abord le fait que ces heures ne soient pas notées. »

La façon dont sont attribuées les périodes de « temps compensatoire » est aussi douteuse, selon M^e Tellier. « Le fait qu'il y ait d'autres critères, comme le mérite, est aussi discutable. Dans la loi, il n'y a pas de zone grise. Si tu fais des heures, tu es compensé. Il n'y a pas d'autres critères. »

Un employeur qui accepte de mettre du temps en banque doit le consigner, juge M^e Tellier. « En plus, je dis

toujours aux employés de ne pas courir de risque et de noter leurs heures eux aussi. »

La Commission a d'ailleurs créé une application pour téléphones intelligents iOS et Android, appelée maPaye, spécialement afin de faciliter cette tâche. Il suffit d'appuyer sur un bouton au début et à la fin de son quart de travail pour consigner son horaire.

Selon M^e Tellier, le problème de la gestion des heures supplémentaires est fréquent dans les entreprises de « l'économie du savoir ». « On y a beaucoup l'habitude de mettre le temps en banque, mais on le fait souvent à taux simple. » Or, la loi est claire : au-delà de 40 heures par semaine, il faut compenser à temps et demi. En argent obligatoirement, à moins que l'employé accepte des congés.



RES SUP IMITÉ

venant rarement seule, la direction d'EA en avait une autre pour eux. «Ils ne paieraient pas le temps compensatoire promis à la fin du projet», déplore Geneviève.

Le temps compensatoire est une formule très répandue dans l'industrie du jeu vidéo. Parmi les employés d'EA, on l'appelle «PTO», pour *Paid Time Off*. Chez Ubisoft, Warner, Eidos et les autres grands studios montréalais, on parle de temps compensatoire. Il s'agit de journées, de semaines, voire de mois de congé accordés à la fin d'un projet pour décompresser, selon ce que nous ont expliqué une demi-douzaine d'employés et de cadres de diverses entreprises interrogés sur le sujet.

Le sujet est si délicat que toutes les entreprises contactées pour ce dossier ont refusé de le commenter.

Questionnée sur le fait que les employés congédiés n'auraient droit à aucune compensation pour les heures supplémentaires récemment accumulées, une porte-parole d'EA a prudemment répondu par courriel. «Nous ne détaillons pas notre système interne de rémunération, cependant nous confirmons que chacun des salariés *impacités* se voit traité de manière respectueuse et en reconnaissance de leur contribution à EA.»

Sprint chaotique

Comme c'est souvent le cas dans ce domaine, les dernières semaines de production, appelées *crunch* dans le jargon, ont été effrénées chez Visceral Games Montréal. Les heures supplémentaires, non rémunérées et même non comptabilisées, se sont empilées.

«J'ai des collègues qui dormaient au bureau», indique Geneviève.

Leur licenciement a enrayé leurs plans, mais ces collègues s'attendaient en retour à pouvoir à tout le moins bénéficier d'un congé payé au terme du projet.

«Le temps compensatoire, c'est un congé que l'on donne pour dire: "Prends le temps de te reposer parce que, oui, il y a des moments où tu as probablement trop travaillé"», explique Philippe*, gestionnaire au sein d'un autre studio de la région montréalaise.

Ce sont les gestionnaires de projets comme Philippe, appelés producteurs dans le milieu du jeu vidéo, qui répartissent la cagnotte du temps compensatoire entre leurs employés. Ladite cagnotte, explique celui-ci, a été inscrite au budget de production du jeu dès le départ, en fonction notamment du nombre d'employés qui allaient mettre la main à la pâte.

Les critères d'attribution peuvent varier.

«J'essaie de me fier aux trois ou quatre derniers mois de production, confie Philippe. Je veux récompenser davantage ceux qui ont eu une bonne performance et ceux qui ont eu le plus grand impact sur le fait de livrer le jeu à temps. Il y en a qui ne *crunchent* pas tant que ça, soit parce que le projet est bien prévu, soit parce que leur poste ne le nécessite pas. À la fin de mon dernier projet, il y a des programmeurs qui ont couché ici. Eux autres, ils ont besoin de se reposer.»

Mais pour les employés, ces critères peuvent évidemment paraître bien subjectifs.

«Si le producteur est ton ami, c'est sûr que ça aide», raconte Paul*, un artiste qui a participé à des projets d'importance chez Ubisoft et Warner Brothers.

Chez EA, les employés avaient droit à entre 3 et 15 jours de «PTO» après un projet, indique Geneviève. Chez Ubisoft, Philippe évalue que la période de temps compensatoire oscille entre deux et six semaines.

Malgré tout, certains employés n'ont pas l'impression d'y trouver leur compte. Paul a eu droit à deux jours de congé au terme d'un projet terminé l'année dernière. «Tout le monde était surpris et posait des questions. Le producteur nous a dit que c'était une journée pour 40 heures de temps supplémentaire.»

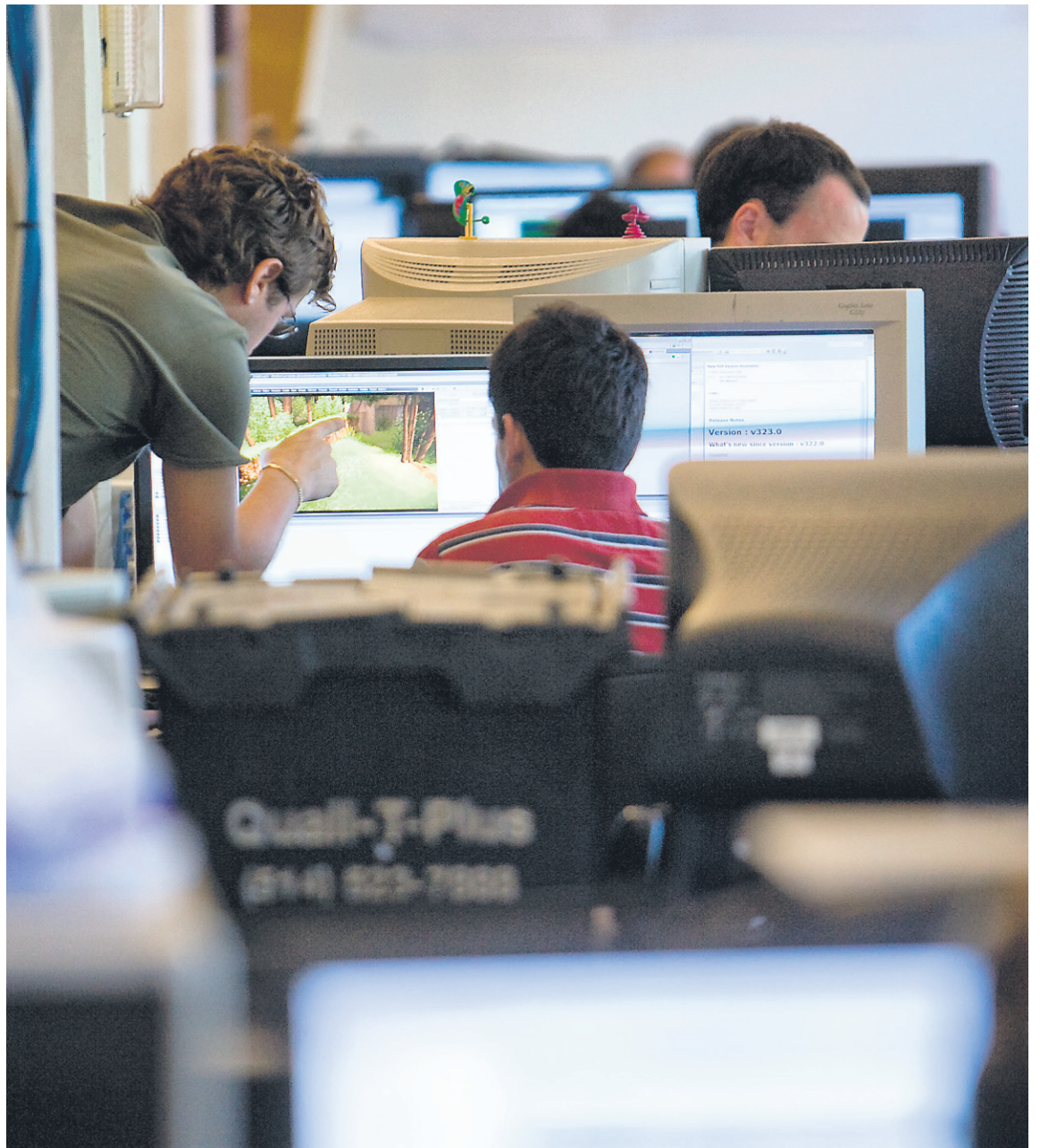


PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Informel

Parce qu'ils sont pour la plupart payés sur une base annuelle (voir autre texte), les employés du secteur du jeu vidéo n'ont que très rarement droit à des heures supplémentaires payées directement comme tel, à taux et demi.

«Il faut qu'ils te le demandent spécifiquement et ça n'arrive à peu près jamais. Mais ils te donnent du travail pour plus de huit heures par jour. Et si tu veux rentrer des heures supplémentaires dans ta feuille de temps électronique, ça ne marche même pas, elle ne passe pas.»

Jérémie*, un programmeur qui a perdu son poste chez EA

la semaine dernière, confirme lui aussi qu'on n'exige ou autorise que très rarement de «vraies» heures supplémentaires. «Il n'y a personne pour nous forcer. C'est toujours demandé avec beaucoup de politesse. C'est implicite.»

«Chez Ubisoft, si tu ne le faisais pas, on te le remettait sur le nez dans ton évaluation, rajoute Paul. On te disait des choses comme: "Tu n'es pas un joueur d'équipe, les autres sont restés et pas toi."»

Dans un univers de production aussi éclaté que celui du jeu vidéo, comptabiliser les heures supplémentaires relève de l'utopie, défend pour sa part Philippe, le gestionnaire.

«On n'est pas dans un mode où on peut réellement compenser les heures supplémentaires. Ce serait très compliqué. Comment faire pour vérifier qui est resté? On n'a pas vraiment de moyens pour mesurer.»

Ces heures additionnelles sont, en contrepartie, inévitables, selon lui. «Ce n'est pas une industrie où nous sommes capables de prévoir les délais d'exécution aussi précisément que dans le manufacturier, par exemple.»

*NOM FICTIF

ÊTRE PAYÉ «À L'ANNÉE»

Une portée limitée

JEAN-FRANÇOIS CODÈRE

Question de se dégager une certaine marge de manœuvre, les studios de jeux vidéo paient généralement leurs employés «à l'année», plutôt que sur la base d'un taux horaire. Le stratagème n'ouvre toutefois pas toutes les portes.

Gary (nom fictif) est l'un des employés qui acceptent le mieux la façon de faire de l'industrie parmi ceux que nous avons interrogés. Il a été mis à pied par EA la semaine dernière.

«La question des heures supplémentaires est un sujet délicat dans toutes les entreprises du milieu, note-t-il. La façon de faire n'est pas nécessairement

correcte, mais c'est la norme. EA payait de bons salaires annuels et il y avait un accord tacite qu'il y aurait des heures supplémentaires non rémunérées.»

«Le salaire à l'année est une méthode qui sert souvent à contrôler les heures supplémentaires, parce qu'on compense en temps à l'intérieur de l'année», explique M^e Johanne Tellier, directrice du centre juridique de Montréal de la Commission des normes du travail.

«Ici même, à la Commission, il y a des avocats qui sont payés à l'année. S'ils terminent leur 40^e heure dans le milieu d'un procès, ils ne vont pas dire aux juges qu'ils s'en vont parce

que leur semaine de travail est terminée. Ils vont reprendre ces heures plus tard, au taux régulier.»

La situation s'applique toutefois difficilement au domaine des jeux vidéo, et particulièrement aux heures supplémentaires de fin de projet, estime-t-elle. «Quand l'employeur dit: "Il y a un projet à finir", on peut y voir une autorisation de faire des heures supplémentaires. Même si c'était prévu dans le contrat d'un employé, si on est rendus à 10-15 heures supplémentaires par semaine pendant quelques semaines consécutives, j'irais tester cela devant les tribunaux. Je dirais qu'on a un employeur qui se réfugie derrière un contrat à l'année, que ça n'a pas de bon sens.»

METRO INC.



Geneviève Bich

M. Eric R. La Flèche, président et chef de la direction de Metro inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de M^{me} Geneviève Bich au poste de vice-présidente Ressources humaines, Metro inc.

M^{me} Bich, qui cumule plus de 20 ans d'expérience, dirigera l'ensemble des activités de ressources humaines et de relations de travail de la Société. À ce titre, elle mettra à profit son expérience et son leadership pour soutenir la croissance continue de l'entreprise.

Diplômée de l'Université McGill et de l'Université de Montréal, M^{me} Bich est membre du Barreau du Québec et de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés.

METRO INC

Avec un chiffre d'affaires annuel dépassant les 12 milliards de dollars et plus de 65 000 employés, Metro inc. est un chef de file dans les secteurs alimentaire et pharmaceutique au Québec et en Ontario, où elle exploite un réseau de plus de 600 marchés d'alimentation sous plusieurs bannières dont Metro, Metro Plus, Super C et Food Basics de même que plus de 250 pharmacies principalement sous les bannières Brunet, The Pharmacy et Drug Basics.

metro

www.metro.ca

PHOTOMONTAGE LA PRESSE



LA PRESSE AFFAIRES

PME INNOVATION

PHILIPPE MERCURE

TROUVEMOIUNPRO

Dénicher les pros de la réno sur le web

Vous cherchez un entrepreneur pour rénover votre cuisine, mais ne savez pas à qui confier les travaux? La solution classique consiste à fouiller les annuaires, interroger Google ou demander des références à vos connaissances, puis multiplier les coups de fil pour obtenir des soumissions.

C'est à ce processus souvent pénible et incertain que veut s'attaquer la petite entreprise montréalaise TrouveMoiUnPro.

Leur solution prend la forme d'un site web sur lequel vous décrivez votre projet de rénovation. Moins de 24 heures plus tard, de trois à cinq entrepreneurs vous appelleront pour vous proposer un prix.

Une idée simple

« C'est une idée simple qui n'a peut-être pas l'air révolutionnaire, mais elle a un grand avantage: elle répond à un besoin, dit Andrei Uglar, cofondateur et président de l'entreprise. Tant les particuliers que les

entrepreneurs y trouvent leur compte. »

Derrière le site de TrouveMoiUnPro se cache un algorithme inventé par l'entreprise qui fait correspondre les besoins du particulier aux expertises des entrepreneurs. L'algorithme s'assure que l'entrepreneur est disponible pour effectuer les travaux à la date et dans le secteur souhaité. Et si les clients précédents sont satisfaits de ses services, il sera favorisé par le système.

« L'entrepreneur a une pression d'offrir un bon prix, car il sait que notre système le met en compétition avec d'autres entrepreneurs, explique M. Uglar. Et il a une pression de faire un bon travail, car il sait qu'il est évalué. »

Le site est gratuit pour les particuliers, mais les entrepreneurs qui décrochent un contrat versent une commission.

« Pour eux, le retour sur l'investissement est bien meilleur que la publicité, soutient M. Uglar. Ils paient



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Éric Boily, cofondateur de TrouveMoiUnPro, Ivone Martins, directrice de l'exploitation, et Andrei Uglar, cofondateur et président de l'entreprise.

seulement lorsqu'on leur amène des clients. »

De Transcontinental au sous-sol

Andrei Uglar a lancé TrouveMoiUnPro avec Éric Boily, ancien collègue de chez TC Média avec qui il a bâti Weblocal – le site web de Transcontinental qui permet de trouver et d'évaluer des commerces locaux.

« Cette expérience nous a fait goûter à l'esprit entrepreneurial, dit Andrei Uglar. On avait le goût d'utiliser cette

« On a un paquet d'indicateurs de performance – coûts d'acquisition de projets, nombre de projets par jour, nombre d'entrepreneurs actifs par ville et par catégorie, revenus moyens par projet, etc. – qu'on suit de façon presque malade. On ne passe pas à l'étape suivante d'expansion tant qu'on n'a pas atteint nos objectifs », dit Andrei Uglar.

Après le marché canadien, TrouveMoiUnPro veut s'attaquer au marché américain.

« On a montré que notre modèle est reproductible et

Marchés des capitaux, est aussi du nombre.

« Ces gens savent comment faire grossir des entreprises, dit M. Uglar. Ils confrontent nos idées et amènent beaucoup plus que de l'argent. »

TROUVEMOIUNPRO

Qui: Les fondateurs Andrei Uglar et Éric Boily, la directrice de l'exploitation Ivone Martins et le chien Nouki.

L'idée: Un site web qui met en contact les particuliers et les entrepreneurs en rénovation.

L'ambition: Devenir le leader nord-américain du marché de la rénovation, puis conquérir le monde.

Ils y croient et y ont misé de l'argent: les deux fondateurs, les parents d'Andrei Uglar (Francis et Valérie Uglar), les anges financiers Pierre Fleurent, Daniel Robichaud et Martin-Luc Archambault et la Société de développement économique de Ville-Marie

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FRANCHISE MÉDICALE
Concept inédit 438-393-1446

FRANCHISES À VENDRE
NETTOYEUR À SEC QUALINET
Projet clé en main. Un à St-Eustache et un à Mascouche. 1-888-715-9911 / www.qualinet.ca

715 FINANCEMENT

1-514-241-7000 **Sécur Finance**
Prêts hyp.: rés., localifs, comm., construction
www.securfinance.com

1^{ER} / 2^E HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

AVIS
800

801 AVIS LÉGAUX

AVIS LÉGAL
3563308 CANADA INC.
Le 13 février 2013, le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs ("MDDEFP") a fait signifier à 3563308 CANADA INC. une ordonnance de cessation de travaux et de mesures correctives selon l'article 115.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Suite à cette ordonnance, 3563308 CANADA INC. a contesté la décision du MDDEFP devant le Tribunal administratif du Québec. **AVIS EST DONNÉ** de cette contestation, le tout conformément à la loi.
Me Odette Nadon
BCF s.e.n.c.r.l.
Avocats de 3563308 Canada inc.

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie Les FORAGES NORMAND FORTIN INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Me André Gilbert, notaire

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la corporation ACTION SOMMET INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Jean-Philippe Champagne

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la corporation CHALLENGE VOLLEY-BALL demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Jean-Philippe Champagne

PRENEZ AVIS que GABRIELLE PLASTRE-JACQUES, dont l'adresse du domicile est le 7225, rue de Bordeaux, appartement 5, Montréal, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de GABRIELLE PLASTRE.

AVIS
Nos annonceurs sont priés de noter que toutes leurs annonces doivent être publiées en conformité avec la Loi sur la protection du consommateur, article 242, qui stipule: « Aucun commerçant ne peut, dans un message publicitaire, omettre son identité et sa qualité de commerçant. »

« On a un paquet d'indicateurs de performance qu'on suit de façon presque malade. On ne passe pas à l'étape suivante d'expansion tant qu'on n'a pas atteint nos objectifs. »

— Andrei Uglar, cofondateur et président de TrouveMoiUnPro

expérience pour lancer quelque chose. »

Créé il y a moins d'un an, TrouveMoiUnPro compte aujourd'hui une seule autre employée: Ivone Martins, directrice de l'exploitation. Nouki, un caniche royal à la bouille sympathique, squatte aussi le sous-sol du Vieux-Montréal où ils sont installés.

Après avoir lancé et testé le site à Montréal, TrouveMoiUnPro vient de le déployer dans les huit plus grandes villes canadiennes. Le plan de match de l'équipe est aussi précis que détaillé.

peut être transposé à d'autres villes. On veut maintenant devenir le leader nord-américain du marché de la rénovation », dit le patron.

Après l'Amérique du Nord, TrouveMoiUnPro visera le monde. Puis évaluera la pertinence d'élargir sa gamme de services au-delà de la rénovation.

Pour l'aider dans sa mission, l'entreprise compte sur son groupe d'investisseurs, dont Daniel Robichaud et Martin-Luc Archambault, deux jeunes hommes qui ont déjà lancé et vendu des entreprises. Pierre Fleurent, ancien haut placé de RBC



Tranquillité d'esprit comprise.

Chaque véhicule Mercedes-Benz Certifié est assorti de la Garantie Certifiée Étoile, de série.

Mercedes-Benz
CERTIFIÉ

Luxe. Certifié. Accessible.

0,9%*
pour 24 mois

Vous profiterez également des avantages suivants :

- Confiance : inspection en 150 points
- Garantie : protection Certifiée Étoile allant jusqu'à 6 ans ou 120 000 km¹
- Tranquillité d'esprit : historique complet de l'entretien de votre véhicule
- Sécurité : assistance routière d'urgence 24 heures sur 24
- Satisfaction : privilège d'échange de 5 jours ou 500 km

* Offert sur tous les modèles d'occasion Certifiés 2008 à 2012. Taxes de vente en sus.

Visitez le concessionnaire Mercedes-Benz de votre région ou mercedes-benz.ca/certifie



Mercedes-Benz

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Nouvelles commandes de biens durables janv.: -4,7%
déc.: 4,3%
MacDonald Dettwiler BPA 4T: 1,14\$
Theratechnologies BPA 4T: -4¢

LUNDI 4 MARS

Major Drilling BPA 3T: -5¢
Morguard Real Estate BPA 4T: 37¢
Nautilus BPA 4T: 23¢US
Vermilion Energy BPA 4T: 53¢

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

DEMAIN

Banque Nationale BPA 1T: 2,02\$
Banque Royale BPA 1T: 1,32\$
Banque TD BPA 1T: 1,94\$
George Weston BPA 4T: 99¢
Tecsys BPA 3T: 4¢

MARDI 5 MARS

Banque Scotia BPA 1T: 1,25\$
Evertz Tech. BPA 3T: 23¢
First Quantum BPA 4T: 33¢
VeriFone Systems BPA 1T: 49¢US

VENDREDI 1^{ER} MARS

Ind. de confiance U. du Michigan (É.-U.) fév.: 76,3
janv.: 76,3
Ind. ISM manufacturier (É.-U.) fév.: 52,5
janv.: 53,1
TransForce BPA 4T: 37¢

MERCREDI 6 MARS

Nouvelles commandes industrielles (É.-U.) janv.: -1,6%
déc.: 1,8%
Banque Laurentienne BPA 1T: 1,26\$
Dorel BPA 4T: 71¢
Torstar BPA 4T: 54¢

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresse.ca

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

		2	7	5	9			4
	7				8			
4						8		
	2	1	8				4	
						1		
			5	1	3	6		8
			2					
						5	4	7
9	6	4					3	

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	5	9	4	6	8	3	2	1
8	2	6	1	9	3	7	4	5
3	4	1	2	7	5	6	9	8
1	3	4	9	5	7	8	6	2
9	6	5	8	2	4	1	3	7
2	8	7	3	1	6	9	5	4
6	7	8	5	3	2	4	1	9
4	9	2	6	8	1	5	7	3
5	1	3	7	4	9	2	8	6

Niveau de difficulté : DIFFICILE

2526

Par Fabien Savary

2525

COUPERET AUTOMATIQUE AUX ÉTATS-UNIS

L'industrie aérienne canadienne évalue les impacts

MARIE TISON

Le couperet automatique de 85 milliards US qui risque de s'abattre sur l'administration américaine le 1^{er} mars prochain pourrait provoquer des délais importants dans les grands aéroports américains.

Dans une lettre émise la semaine dernière, le secrétaire des Transports Ray LaHood et l'administrateur de la Federal Aviation Administration (FAA) Michael Huerta ont évoqué des retards de 90 minutes à New York, Chicago et San Francisco.

L'industrie canadienne de l'aviation, qui dessert ces aéroports, suit de près la situation.

«Ça nous inquiète un peu, a indiqué le directeur du Conseil national des lignes aériennes du Canada, Marc-André O'Rourke, lors d'un entretien

téléphonique avec *La Presse Affaires*. Ça nous intéresse d'être au courant de ce qui se passe.»

Dans leur lettre, MM. LaHood et Huerta ont indiqué que s'il n'y a pas d'accord à Washington pour éviter le couperet, la FAA devrait réduire ses dépenses de 600 millions US pour le reste de l'année financière 2013. L'administration considère dif-

de 100 tours de contrôle et la diminution des inventaires d'équipement de maintenance.

Ces mesures entraîneront des délais dans les aéroports et dans la certification de nouveaux appareils.

MM. LaHood et Huerta ont toutefois fait savoir que la FAA discutera avec les parties impliquées pour prendre les

de ces décisions et annulent un certain nombre de vols.

La porte-parole d'Air Canada, Isabelle Arthur, a indiqué que la société essayait présentement de mieux comprendre les répercussions que le couperet aurait sur son exploitation.

«Nous définirons ensuite un plan de contingence», a-t-elle déclaré à *La Presse Affaires* dans un courriel.

Pas moins de 26% des vols d'Air Canada sont au départ ou à l'arrivée des États-Unis. La société dessert 55 destinations dans ce pays.

WestJet, qui dessert 24 destinations aux États-Unis, ne s'attend pas à ce que le couperet ait un impact direct sur son exploitation.

«Nous allons quand même suivre de près la situation», a fait savoir le porte-parole de

WestJet, Robert Palmer, dans un courriel.

Au sud de la frontière, l'industrie est déjà beaucoup plus inquiète. La Regional Airline Association (RAA) a notamment soutenu que le couperet sera particulièrement cruel pour les 470 communautés qui sont desservies uniquement par des transporteurs régionaux.

«Le gouvernement joue un jeu irresponsable de "chicken" [jouer au premier qui se dégonfle] et ce sont les voyageurs qui sont les perdants», a soutenu le président de la RAA, Roger Cohen, par voie de communiqué.

Le président de l'Aircraft Owners and Pilots Association (Association des pilotes et des propriétaires d'avions), Craig Fuller, craint pour sa part les effets du couperet sur la sécurité de l'aviation générale.

«La FAA pourrait effectuer des compressions sélectives qui seraient moins dramatiques et moins préjudiciables», a-t-il affirmé.

Bombardier, qui devra faire certifier de nouveaux appareils aux États-Unis, suit également la situation de près.

«La situation est encore incertaine, a déclaré la porte-parole de Bombardier Aéronautique, Haley Dunne. Nous ne pouvons pas spéculer sur ses impacts potentiels pour le moment.»

«Le gouvernement joue un jeu irresponsable de "chicken" et ce sont les voyageurs qui sont les perdants.»

— Roger Cohen, président de la Regional Airline Association

férentes mesures, comme des journées de chômage technique pour ses 47 000 employés, l'élimination de quarts de nuit dans 60 aéroports, la fermeture

meilleures décisions possible et réduire l'impact sur les voyageurs. Ils ont cependant dit s'attendre à ce que les sociétés aériennes étudient les impacts

Paris culturels Loto-Québec veut répéter l'expérience

Forte de son expérience avec la soirée des Oscars, la société Loto-Québec envisage désormais d'ouvrir les paris à propos d'une série d'événements culturels, a appris *La Presse*. Les mises sur la grande soirée du cinéma ont totalisé 58 000 \$, dont 22 000 \$ dimanche, la journée du gala. Trois jours avant les Oscars, Loto-Québec avait annoncé que 3000 paris avaient été enregistrés en 25 jours, pour un total de 25 000 \$. C'est donc dire que l'attrait pour ce type de paris s'est intensifié à mesure que la remise des statuettes dorées approchait. Chez Loto-Québec, une analyse interne débutera sous peu pour déterminer la présence, ou non, d'un marché pour les paris sur des événements culturels américains, européens, canadiens et québécois. «La performance commerciale de ces paris est suffisamment intéressante pour que Loto-Québec examine désormais l'opportunité d'ouvrir le pari sur d'autres événements culturels», a indiqué le porte-parole de la société d'État, Jean-Pierre Roy. À noter, Loto-Québec a récemment indiqué avoir considéré, puis écarté la possibilité de lancer des paris sur l'identité du prochain pape.

— Marie-Michèle Sioui

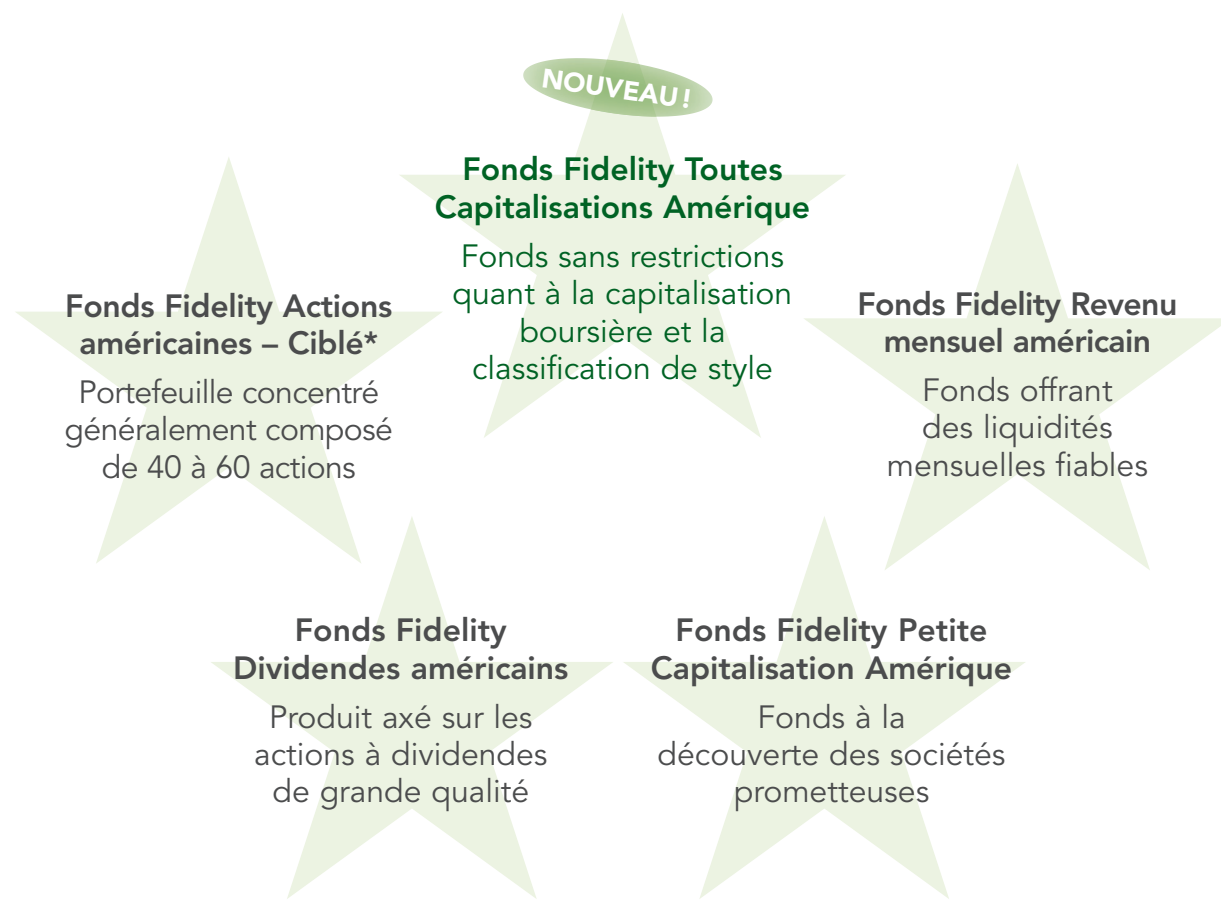
Émissions pour enfants Des publicités à la télé exigées

Le milieu québécois de l'animation demande au gouvernement Marois d'assouplir l'interdiction de publicité télévisée destinée aux enfants de moins de 13 ans. «La publicité destinée aux enfants serait correcte sur l'internet, mais néfaste à la télé? Ne soyons pas hypocrites. C'est bien beau la vertu, mais la publicité est au cœur des revenus des chaînes de télé. TÉLÉTOON n'a pas de revenus publicitaires au Québec, donc ils ne peuvent pas dépenser autant dans les séries d'animation. Cette notion d'interdiction doit évoluer», dit Marie-Claude Beauchamp, présidente d'Alliance Québec Animation. Ce regroupement d'une quarantaine de studios et de producteurs québécois annoncera ce matin la tenue d'états généraux sur l'industrie de l'animation le 24 avril prochain. Le Québec est le seul endroit en Amérique du Nord où la publicité télévisée visant les enfants de moins de 13 ans est interdite. Alliance Québec Animation ne demande pas l'abolition de cette loi adoptée en 1980. «Il pourrait y avoir un cadre raisonnable d'interdiction», dit par exemple M^{me} Beauchamp.

— Vincent Brousseau-Pouliot

Plus de placements américains avec Fidelity

Les solutions de placement de Fidelity reposent sur plus de 65 ans d'expérience dans le marché américain.



Accédez au plus vaste marché du monde avec Fidelity.

Pour en savoir davantage

- communiquez avec votre conseiller en placements
- visitez fidelity.ca/us_placement



*Le 1^{er} février 2013, le Fonds Fidelity Croissance Amérique a été rebaptisé Fonds Fidelity Actions américaines – Ciblé.

Veillez lire le prospectus d'un fonds et consulter votre conseiller en placements avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir verser des commissions ou des frais de maintien; de plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Fidelity Investments est une marque déposée de FMR LLC

© 2013 640427.1.0

UN MARDI COMME LES AUTRES Manquer le train, vérifier les courriels du boulot sur son téléphone + modifier les tableaux Excel en temps réel avec Vancouver + ajuster les données en fonction des résultats de Montréal + mettre Vancouver et Montréal en communication par vidéoconférence pour avoir leurs derniers commentaires + partager le lien du document final à partir d'un café + publier un rappel sur le fil de nouvelles de l'entreprise à propos de la partie de balle molle de ce soir

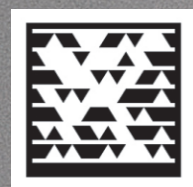
Entièrement Maria



TOUT VOTRE BUREAU DANS LE NUAGE.

Vidéoconférence HD / Messagerie d'entreprise
Gestion simplifiée des TI / Réseaux d'entreprise
Accès aux documents n'importe où / Version
intégrale d'Office

Pour savoir comment Office 365 peut révolutionner
la méthode de travail de vos équipes, rendez-vous au
Microsoft.ca/BureauEntier



Balayez l'étiquette pour découvrir ce
dont Office 365 est capable. Téléchargez
l'application de lecture optique
gratuitement au <http://gettag.mobi>

Cette fonctionnalité nécessite une connexion Wi-Fi, une connexion à Internet ou un forfait cellulaire avec
données (des frais peuvent s'appliquer). Le matériel doit prendre en charge le contenu HD.

 Office 365

LA PRESSE AFFAIRES

BMO

Des résultats financiers supérieurs aux prévisions

DAVID FRIEND
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La Banque de Montréal a procédé à l'annonce de quelques surprises, hier, incluant une hausse inattendue de son dividende trimestriel ainsi que des résultats financiers supérieurs aux prévisions des analystes, même si les profits et revenus de son premier trimestre ont été inférieurs à ceux d'il y a un an.

La banque a indiqué avoir enregistré au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier un bénéfice net de 1,05 milliard de dollars, ou 1,53 \$ par action, en baisse par rapport à celui de 1,12 milliard, ou 1,63 \$ par action, du même trimestre l'an dernier.

Sur une base ajustée, les profits de BMO ont été de 1,52 \$ par action, soit 4 cents de plus que le résultat auquel s'attendaient en moyenne les analystes consultés par Thomson Reuters.

Les revenus de la banque ont baissé de 1 % et atteint 4,08 milliards au premier trimestre, comparativement à 4,12 milliards au cours de la période équivalente un an auparavant.

Les analystes s'attendaient à ce que les revenus diminuent davantage et prévoient un total de 3,9 milliards.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont constitué l'un des points faibles des plus récents résultats financiers de BMO. Elles ont été de 178 millions, comparativement à 141 millions un an plus tôt.

Le président et chef de la direction de la Banque de Montréal, Bill Downe, a affirmé que les principaux services de la banque au Canada et aux États-Unis — où l'institution mène ses activités sous la bannière de BMO Harris Bank — avaient connu de bons résultats durant le premier trimestre.

« En nous tournant vers l'avenir, nous voyons que nous sommes bien positionnés pour tirer parti de notre plateforme nord-américaine et assurer

la croissance soutenue de notre bénéfice net », a-t-il affirmé par voie de communiqué de presse.

BMO a également annoncé que son conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 74 cents l'action, soit une augmentation de 2 cents.

Les analystes s'attendaient à ce que les grandes banques augmentent pour la plupart leur dividende, mais plusieurs d'entre eux ne croyaient pas que la Banque de Montréal serait du groupe.

John Aiken, analyste chez Barclays, s'est dit surpris de la décision de BMO sur son dividende. « Compte tenu de

Les analystes s'attendaient à ce que les grandes banques augmentent pour la plupart leur dividende, mais plusieurs d'entre eux ne croyaient pas que la Banque de Montréal serait du groupe.

l'importance du taux de rendement des actions pour la valeur des banques, cela va probablement exercer une certaine pression sur les autres qui n'annonceront pas des hausses similaires ce trimestre », a-t-il déclaré.

La Banque de Montréal était la première des grandes institutions bancaires du pays à annoncer les résultats financiers de son premier trimestre. La Banque Royale, la Banque CIBC, la Banque TD et la Banque Nationale dévoileront les leurs demain, tandis que la Banque Scotia procédera à l'annonce de ses résultats la semaine prochaine.

À la Bourse de Toronto, hier, l'action de la Banque de Montréal a clôturé à 63,75 \$, en hausse de 82 cents par rapport à son précédent cours de clôture.



PHOTO LUCAS JACKSON, ARCHIVES REUTERS

Les banques américaines ont enregistré des profits de 34,7 milliards US au cours des trois derniers mois de 2012, en hausse par rapport aux 25,4 milliards US d'il y a un an. C'est aussi le total le plus élevé depuis 2006.

ÉTATS-UNIS

Les profits des banques à un sommet en six ans

ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON — Les profits des banques américaines ont grimpé de près de 37 % pendant la période d'octobre à décembre, ce qui leur a permis d'atteindre leur niveau le plus élevé en six ans pour un quatrième trimestre, alors que les établissements bancaires ont continué d'accroître leurs prêts. Ces données constituent une nouvelle preuve du redressement de l'industrie, plus de quatre ans après la crise financière.

Les banques américaines ont enregistré des profits de 34,7 milliards US au cours des trois derniers mois de 2012, en hausse par rapport aux 25,4 milliards US d'il y a un an et le total le plus élevé depuis 2006, a annoncé hier l'agence Federal Deposit Insurance Corp.

Soixante pour cent des banques ont fait état de profits améliorés par rapport au quatrième trimestre de 2011, a-t-elle précisé.

Le nombre des banques figurant sur la liste des institutions représentant un problème établie par l'agence est passé de 694 à 651.

JPMORGAN

De 16 000 à 19 000 emplois supprimés d'ici 2014

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — La banque américaine JPMorgan Chase a annoncé hier, au cours d'une journée d'investisseurs, qu'elle comptait supprimer de 16 000 à 19 000 emplois dans sa division de banque de détail d'ici la fin de 2014, et 4 000 postes dans l'ensemble du groupe cette année.

Gordon Smith, directeur général de la division de banque de détail du groupe financier, a indiqué au cours d'une présentation que son unité, hors activités liées à l'hypothécaire, prévoyait de 3 000 à 4 000 suppressions de postes d'ici fin de 2014.

L'unité de prêts hypothécaires, qui employait ces dernières années des milliers de personnes à la gestion des défauts de paiements, verra ses effectifs chuter de 13 000 à 15 000 personnes d'ici deux ans.

Il n'est pas certain toutefois que des baisses d'effectifs dans la banque de détail se traduisent par un nombre de réductions de postes nettes équivalent dans l'ensemble du groupe car il pourrait également embaucher dans d'autres divisions.


Tout au début de la journée d'investisseurs, la directrice financière, Marianne Lake, avait déjà indiqué que la banque, première au chapitre des actifs aux États-Unis, comptait supprimer au total 4 000 postes environ cette année, ce qui, combiné à d'autres mesures d'économies, devrait lui permettre d'économiser autour de 1 milliard US.

Le groupe employait près de 259 000 personnes à la fin de 2012.

JPMorgan Chase table sur 59 milliards US de dépenses pour l'exercice en cours comparativement à 60,1 milliards US en 2012.

Le PDG, Jamie Dimon, a répété que la banque s'était dotée d'un bilan « forteresse », affirmant que JPMorgan Chase avait été « un port pendant la tempête » de la dernière crise financière et serait « un port pendant la tempête pendant la prochaine » crise.

La banque américaine a dégagé l'an dernier un bénéfice net en hausse de 12 %, à 21,3 milliards US, malgré une perte de 6 milliards US environ à cause de paris risqués sur des dérivés de crédit qui ont mal tourné, l'affaire dite de « la baleine de Londres », révélée en mai.




MBA
DU QUÉBEC

Les
midis-conférences

**FASKEN
MARTINEAU**

des MBA du Québec



**Bâtir une nation prospère,
un entrepreneur à la fois**





M. Jean-René Halde
Président et chef de la direction
Banque de développement du Canada

Le mercredi 13 mars 2013 à 11h45
Hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke ouest, Montréal

Membre régulier : 50 \$
Membre étudiant/retraité : 40 \$
Non-membre : 80 \$
Table de 8 personnes : 575 \$
(taxes non comprises)

Pour réservation : (514) 282-3810
Internet : ambaq.com

Nos commanditaires

**PRIX JEUNE
ENTREPRENEUR
BDC 2013**

**VOTRE ENTREPRISE EST-ELLE
À LA CROISÉE DES CHEMINS?**

VOTRE SOLUTION
POURRAIT VOUS RAPPORTER **100 000 \$**

Êtes-vous un entrepreneur entre 18 et 35 ans?
Parlez-nous du moment décisif auquel votre entreprise
est arrivée, proposez une solution et courez la chance
de gagner le **Grand prix de 100 000 \$** pour mettre
en œuvre votre projet.

**RELEVEZ
LE DÉFI**

Inscrivez-vous à
www.bdc.ca/pje



PARTENAIRE
MÉDIA





LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION AU QUÉBEC



TÉLÉPHONE 514.285.7320

TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053

cv@lapresse.ca

Mon collègue, ce psychopathe

Votre collègue est ambitieux. Expert des jeux de coulisses et de la manipulation, il est prêt à tout pour arriver à ses fins. Il n'hésite pas à mentir et à s'approprier le travail des autres si cela peut servir ses intérêts. Rien ne semble l'émouvoir, même pas les larmes de l'employé qu'il vient de congédier. Vous êtes peut-être en face d'un psychopathe.

NATHALIE CÔTÉ
COLLABORATION SPÉCIALE

« Je n'ai aucune compassion pour les patients que j'opère », a confié un grand neurochirurgien à Kevin Dutton, chercheur en psychologie de l'Université d'Oxford et auteur de *The Wisdom of Psychopaths*. Serez-vous surpris d'apprendre que ce médecin qui sauve des vies chaque jour est un psychopathe ?

Psychopathes, comme les tueurs en série ? Oui, mais sans le côté criminel. On en retrouve aussi comme chef d'entreprise, avocat, vendeur, journaliste ou chirurgien. Parfois, ces personnes ont même davantage de succès dans certaines tâches que leurs collègues « normaux », avance Kevin Dutton.

Pour être un psychopathe confirmé, il faut notamment un sang-froid à toute épreuve, un talent pour la manipulation et la persuasion, un esprit pragmatique ainsi qu'une absence d'empathie. Ces caractéristiques peuvent être des atouts dans certaines professions. Ça vous dit quelque chose ?

« Le psychopathe a certaines tendances extrêmes qui peuvent mener à l'excellence, mais il y aura des dommages collatéraux », prévient Julie Carignan, psychologue chez SPB Psychologie organisationnelle. Par exemple, un psychopathe peut engendrer un tel stress parmi les membres de son équipe qu'ils commettront davantage d'erreurs.

Les résultats à tout prix

En raison de leur personnalité particulière, les psychopathes sont plus attirés par certaines professions. Certains milieux de travail valorisent également le fait d'être prêt à tout pour atteindre le sommet. Ils encouragent les attitudes psychopathiques. « C'est le cas des organisations qui mettent beaucoup de pression pour obtenir des indicateurs de performances plus quantitatifs que qualitatifs, comme le chiffre d'affaires ou les indices boursiers », indique Gérard Ouimet, psychologue et professeur à HEC Montréal. Dans certaines organisations, jusqu'à 70 % de la rémunération est composée de bonis individuels. Cela attire les psychopathes.

Selon Kevin Dutton, c'est parmi les chefs d'entreprise que l'on retrouve le plus de psychopathes. « Dans un poste semblable, ils modulent la

culture de l'entreprise en fonction de leur personnalité et de leur perception du monde, note M. Ouimet. Ils vont donc encourager les comportements psychopathiques: être axé sur les résultats, demeurer insensible, etc. Pour eux, l'essentiel est l'atteinte des résultats, peu importe les individus et les conséquences pour ceux-ci. »

Des spécialistes estiment que les psychopathes représentent de 1% à 2% de la population. Plusieurs, parmi ceux-ci, ne deviendront jamais des criminels. Leur nombre demeure cependant difficile à évaluer, car un psychopathe ne consultera jamais un psychologue, note M. Ouimet.

Ils sont d'autant plus ardu à détecter qu'ils peuvent aussi être tout à fait charmants. « Ce sont des gens qui sont très charmeurs et persuasifs, note Gérard Ouimet. Le psychopathe primaire fonctionne grâce à la tromperie. Tout est basé sur l'image, les apparences, la flagornerie et la manipulation. » Les criminels en cravate en sont de parfaits exemples, selon lui. Ils sont d'habiles baratineurs.

Que faire si un psychopathe occupe le bureau d'à côté ? « Avoir un collègue avec une personnalité toxique peut nuire à notre santé. Si on a de l'autorité pour intervenir, on doit le faire. Si on n'en a pas, on peut influencer le patron. Si on n'a ni pouvoir ni influence, on peut partir », résume Julie Carignan.

Abus de pouvoir

Les psychopathes abusent de leur pouvoir, remarque M. Ouimet. Les patrons devraient donc leur en donner le moins possible. Des mécanismes de surveillance aléatoires sont également essentiels pour éviter qu'ils se transforment en criminels en col blanc. Devant un collègue psychopathe, il suggère de limiter les conversations au minimum nécessaire. Tout ce que vous direz pourra être utilisé contre vous !

Julie Carignan prévient toutefois de ne pas accoler trop rapidement une étiquette aux gens. « Je préconise de commencer par laisser le bénéfice du doute et ouvrir la discussion pour essayer de comprendre l'attitude de la personne. »



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Gérard Ouimet, psychologue et professeur à HEC Montréal, souligne que le psychopathe primaire est menteur et manipulateur alors que le psychopathe secondaire est beaucoup plus violent et impulsif.

ARTS
EN PRIMEUR
CE SOIR...

Tous les jours dans
La Presse

ROXBORO EXCAVATION INC.
COMPAGNIE DE LA RÉGION DE
MONTRÉAL SPÉCIALISÉE EN
EXCAVATION INDUSTRIELLE, ÉGOUT,
AQUEDUC ET PAVAGE, EST
PRÉSENTEMENT À LA RECHERCHE D'UN :

GÉRANT DE PROJETS / SURINTENDANT
Minimum 3 ans d'expérience

- Préparation et estimation des coûts de projets;
- Suivi des projets en phase de construction;
- Connaissances approfondies en égout et aqueduc;
- Capacités de planification et de coordination de projets;
- Avoir une bonne connaissance des logiciels informatiques (Word, Excel et Outlook).

Faire parvenir votre CV au : rh@roxboro.biz
1620, NewmanCrescent, Dorval (Québec) H8P2R8
Ou par télécopieur au (514) 631-1055

UQO Campus de Saint-Jérôme

OFFRE D'EMPLOI

POSTE DE DIRECTRICE, DIRECTEUR DU SOUTIEN AUX ÉTUDES À SAINT-JÉRÔME

L'Université du Québec en Outaouais est à la recherche d'une personne pour occuper le poste de directrice, directeur du soutien aux études à Saint-Jérôme.

Date de fermeture du concours : 22 mars 2013

Le campus de Saint-Jérôme de l'UQO accueille plus de 1700 étudiants dans une variété de programmes de premier et de deuxième cycle au cœur des Laurentides. La taille de l'effectif étudiant, l'ampleur des travaux de recherche, la vitalité des activités de services à la collectivité y sont en développement rapide. Le nombre de professeurs, de personnes chargées de cours et d'employés administratifs augmente rapidement afin d'assurer des services universitaires de la plus haute qualité.

Les personnes intéressées sont priées de consulter uqo.ca/emplois

Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts en priorité aux citoyennes et citoyens canadiens et aux résidentes et résidents permanents du Canada.

L'Université du Québec en Outaouais souscrit aux programmes d'accès à l'égalité en emploi et d'équité en matière d'emploi et invite les femmes, les membres des minorités visibles, des minorités ethniques, les autochtones et les personnes handicapées à présenter leur candidature.

uqo.ca/emplois

UQO

OFFRES D'EMPLOI

POSTES DE PROFESSEURE OU DE PROFESSEUR

L'Université du Québec en Outaouais sollicite des candidatures en vue de pourvoir à des postes de professeur à Gatineau et à Saint-Jérôme dans les domaines suivants:

POSTES MENANT À LA PERMANENCE	Gatineau	Saint-Jérôme
Département de psychoéducation et de psychologie		2 postes
Département des sciences administratives	1 poste	1 poste
		1 poste
Département des sciences comptables	1 poste	
Département des sciences naturelles	1 poste	
	1 poste	

Les personnes intéressées sont priées de consulter uqo.ca/emplois

Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts aux citoyens canadiens et aux résidents permanents.

L'Université du Québec en Outaouais s'engage à respecter l'équité en matière d'emploi. En accord avec les exigences d'Immigration Canada, les citoyennes et citoyens canadiens et les résidentes et résidents permanents du Canada seront considérés en priorité.

SOIS RECONNU
uqo.ca

Président-directeur général pour le Canada

CHEF DE FILE DE LA LUTTE CONTRE LES CANCERS DU SANG

À ce poste de direction nationale, vous aurez l'occasion de mettre à profit votre grand talent pour les campagnes de financement, la défense de certaines causes et la gestion des opérations pour soutenir les Canadiens et Canadiennes atteints d'un cancer du sang et leur famille.

Grâce à ses 70 employés dévoués répartis dans cinq régions et à un budget annuel de 16 millions de dollars, la **Société de leucémie et lymphome du Canada** fournit depuis 2005 de l'information sur la maladie, les pronostics et les traitements disponibles. Elle soutient les familles touchées et joue un rôle de premier plan dans le milieu médical en diffusant une information à jour sur les maladies, les traitements et les essais cliniques. L'an dernier, en plus de ses programmes d'information et de soutien, la Société

a versé quelque deux millions de dollars à la recherche sur les cancers du sang.

À titre de président-directeur général, vous entretiendrez des relations de travail exceptionnelles avec les membres du conseil d'administration et de votre équipe ainsi qu'avec les bénévoles afin de mettre en œuvre un plan stratégique ambitieux. Les priorités de ce plan se concentrent sur les pratiques exemplaires, la croissance et la durabilité des revenus, la sensibilisation du public et l'image de marque, de même que l'engagement et la collaboration extérieure. Porteparole et porte-étendard de votre équipe, vous saurez la motiver et lui montrer des façons stimulantes de consolider l'image de la Société au sein du public.

Dirigeant d'organisation sans but lucratif accompli, vous êtes

passé maître dans l'art d'établir des relations et de développer une marque, tant auprès des parties prenantes, des parents et des organisations de soutien que du grand public. Vous avez également une aptitude éprouvée pour recueillir des dons substantiels et promouvoir les programmes d'assurance donation. Votre professionnalisme et votre passion permettront à la Société de leucémie et lymphome du Canada d'accroître encore davantage sa capacité d'aider les Canadiens et Canadiennes atteints d'un cancer du sang et leur famille.

Pour en savoir davantage sur cette possibilité de carrière, veuillez communiquer avec Margaret Vanwyck à margaret.vanwyck@odgersberndtson.ca. Pour poser votre candidature en ligne, veuillez soumettre votre curriculum vitae à www.odgersberndtson.ca/en/careers/11455.



ODGERS BERNDTSON

50 bureaux répartis dans 28 pays à travers le monde

www.odgersberndtson.ca

Recherche de cadres

• Cadres Intérimaires

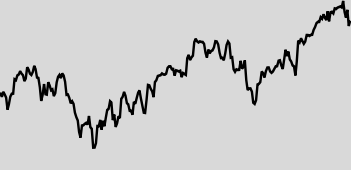
• Évaluation du leadership

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



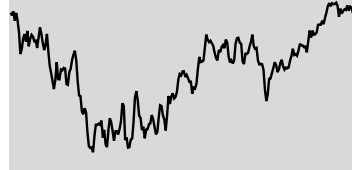
FERMETURE 1 496,94
VAR. 1J 0,61% | 1 AN +9,61%
52 SEM. HAUT 1 530,94 | BAS 1 266,74

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	VAR. (%)
Brazil Bovespa (Brésil)	56 948,87	331,31	0,59
CAC 40 (France)	3 621,92	-99,41	-2,67
DAX (Allemagne)	7 597,11	-176,08	-2,27
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 597,15	-37,73	-1,43
FTSE 100 (Angleterre)	6 270,44	-84,93	-1,34
Hang Seng (Hong Kong)	22 519,69	-300,39	-1,32
Mexico Bolsa (Mexique)	43 489,20	-8,00	-0,02
FTSE MIB (Italie)	15 552,20	-799,79	-4,89
NIKKEI 225 (Japon)	11 398,81	-263,71	-2,26
S&P/ASX 200 (Australie)	5 003,57	-52,20	-1,03
Shanghai (Chine)	2 293,34	-32,48	-1,40
Swiss Market (Suisse)	7 449,98	-144,37	-1,90

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 12 660,44
VAR. 1J 0,08% | 1 AN -0,51%
52 SEM. HAUT 12 895,28 | BAS 11 209,55

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
MANULIFE FINAN. (MFC)	7 070 519	14,90	0,40
RESEARCH IN MO. (BB)	5 803 912	13,46	-0,15
BOMBARDIER (BBD.B)	5 465 456	4,01	0,75
B2GOLD CORP (BTO)	5 417 490	3,17	1,28
NEXEN (NXY)	4 675 941	28,19	0,14
SUNCOR ENERGY (SU)	4 570 150	30,92	-1,43
KINROSS GOLD (K)	4 515 935	8,14	1,37
BANQUE ROYALE (RY)	4 262 195	63,25	-0,53
TALISMAN ENERGY (TLM)	3 833 841	12,72	-1,09
TRICAN WELL SVCS (TCW)	3 486 570	13,27	-5,21
BANKERS P. (BNK)	3 443 217	3,01	5,61
LUNDIN MINING (LUN)	3 355 822	4,76	1,49
BARRICK GOLD (ABX)	3 192 615	32,07	0,82
SUN LIFE FINAN. (SLF)	2 939 452	28,20	-0,49
YAMANA GOLD (YRI)	2 916 927	15,82	0,64
GOLDCORP (G)	2 830 838	34,44	2,38

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
161,750	0,75	41,51	
7 700	0,30	22,45	
812 750	0,43	19,44	
69 450	0,19	19,35	
1 500	0,30	18,00	

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FAIRFAX FINAN. (FFH)	20 470	388,50	2,27
K-BRO LINEN (KBL)	13 539	31,64	1,53
STELLA-JONES (SJ)	26 657	78,48	1,46
EMPIRE/A (EMPA)	20 570	63,93	1,12
AGNICO-EAGLE (AEM)	729 580	43,03	1,11

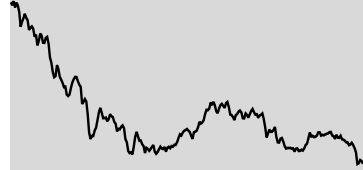
TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
343 000	0,03	-33,33	
71 075	0,02	-20,00	
3 150	0,28	-20,00	
14 400	0,25	-19,35	
1 750	0,03	-16,67	

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
PARKLAND FUEL (PKI)	1 614 206	16,87	-2,41
LASSONDE INDS (LAS.A)	2 015	80,00	-1,99
LOGISTEC/B (LGT.B)	2 000	26,00	-1,73
MOLSON COORS/B (TPX.B)	1 573	46,31	-1,53
MORGUARD (MRC)	6 115	120,97	-1,38

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 131,91
VAR. 1J -0,80% | 1 AN -33,00%
52 SEM. HAUT 1 696,14 | BAS 1 123,75

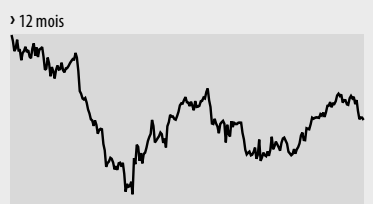
PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
NORTHERN SUPER. (SUP)	5 010 511	0,05	11,11
CANADA STRA. (CJC)	3 799 666	0,11	10,00
DOLLY VARDEN (DV)	3 066 700	0,18	0,00
STRATEGIC OIL (SOG)	2 988 602	1,17	-6,40
ATIKWARIS. (ATK)	2 935 800	0,02	33,33
PETROAMERICA (PTA)	2 857 992	0,32	-4,48
DONNYBROOK ENE. (DEI)	2 652 760	0,09	5,88
AMSECO EXPLOR. (AEL)	2 022 000	0,02	50,00
TRES-OR RESS. (TRS)	1 927 300	0,08	66,67
UPPER CANYON (UCM.H)	1 882 777	0,01	0,00

CONSULTEZ les cotes
boursières en tout temps
sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



92,63 \$US

	WEST TEXAS INT.	BRENT
Fermeture	92,63 \$US	112,71 \$US
Variation 1 JOUR	-0,48 \$US	-1,73 \$US
Variation 1 SEM.	-4,17 %	-4,09 %

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1A (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	20,04	0,03	0,15	-0,25
S&P/TSX 60 (XIU)	18,37	0,04	0,22	0,99
S&P/TSX fin. (XFN)	25,00	0,02	0,08	11,86
S&P/TSX éner. (XEG)	15,67	-0,07	-0,44	-15,11
S&P/TSX or (XGO)	16,55	0,23	1,41	-31,16
Oblig. c. terme (XSB)	28,89	0,00	0,00	-0,58
Oblig. l. terme (XBB)	31,22	0,01	0,03	-0,19
S&P 500 (XSP)	17,12	0,11	0,65	9,96

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
MATÉRIAUX	2 736,21 pts	0,90		-8,34			
▲ Agnico-Eagle (AEM)	43,03	1,11	2,65	7,296	-17,46	56,99	31,91 0,88
▲ Semafo (SMF)	2,94	0,07	2,44	21 390	-14,04	6,86	2,21 0,04
▲ Goldcorp (G)	34,44	0,80	2,38	28 308	-5,82	50,17	32,34 0,59
▲ Kinross (K)	8,14	0,11	1,37	45 159	-15,73	11,47	7,15 0,16
Barrick (ABX)	32,07	0,26	0,82	31 926	-7,90	49,44	30,76 0,80
Potash (POT)	39,96	0,30	0,76	17 633	-1,28	47,28	37,02 1,12
Domtar (DFS)	75,90	-0,10	-0,13	171	-8,44	99,86	70,25 1,79
Iamgold (IMG)	7,65	-0,03	-0,39	16 745	-32,84	16,45	7,38 0,24
Cascades (CAS)	4,36	-0,02	-0,46	281	6,34	5,18	3,85 0,16
Agrium (AGU)	102,50	-0,56	-0,54	6 008	3,39	116,38	77,50 1,99
Teck Res. (TCK.B)	31,41	-0,19	-0,60	20 023	-13,11	41,12	26,02 0,90
Canam (CAM)	7,40	-0,05	-0,67	74	23,75	7,57	4,16 0,00
Osisko (OSK)	6,15	-0,05	-0,81	14 831	-23,13	12,97	5,68 0,00
▼ Turquoise Hill (TRQ)	6,58	-0,10	-1,50	12 844	-13,42	16,99	6,42 0,00
▼ Tembec (TMB)	3,00	-0,05	-1,64	192	0,00	4,03	1,70 0,00
CONSOMMATION COURANTE	2 151,06 pts	0,36		1,83			
Metro (MRU)	64,18	0,42	0,66	2 563	1,34	65,74	49,60 1,00
Shoppers Drug Mart (SC)	42,14	0,22	0,52	4 869	-1,54	44,44	39,32 1,14
Couche-Tard (ATD.B)	52,09	0,07	0,13	2 663	6,46	54,75	29,72 0,30
Saputo (SAP)	49,30	0,05	0,10	1 567	-2,01	52,15	39,76 0,84
Weston (George) (WN)	73,12	0,05	0,07	662	3,45	74,50	57,00 1,52
Jean Coutu (PJC.A)	15,59	-0,05	-0,32	895	7,30	15,98	12,34 0,28
Loblav (L)	40,31	-0,27	-0,67	2 462	-3,86	42,19	31,11 0,88
▼ Dollarama (DOL)	60,54	-0,76	-1,24	1 601	2,66	66,30	41,50 0,44
▼ Lassonde (LAS.A)	80,00	-1,99	-2,43	20	6,31	83,40	64,32 1,24
▼ Molson Coors (TPX.B)	46,31	-1,53	-3,20	16	9,02	48,00	39,01 1,30
INDUSTRIELLES	1 655,06 pts	0,30		11,05			
▲ Transcontinental (TCL.A)	12,80	0,50	4,07	1 762	14,80	13,34	7,97 0,58
▲ Stella-Jones (SJ)	78,48	1,46	1,90	267	2,41	81,99	41,14 0,64
Canadien National (CNR)	100,72	0,82	0,82	6 096	11,50	102,00	74,50 1,72
Bombardier (BBD.B)	4,01	0,03	0,75	54 655	6,65	4,87	2,97 0,10
Canadien Pacifique (CP)	120,73	0,34	0,28	3 281	19,65	122,46	71,61 1,40
WestJet (WJA)	21,67	-0,03	-0,14	3 154	9,39	22,90	13,05 0,40
SNC-Lavalin (SNC)	47,17	-0,15	-0,32	2 575	16,99	49,85	34,36 0,88
Air Canada (AC.B)	2,36	-0,01	-0,42	6 872	34,86	2,51	0,78 0,00
CAE (CAE)	10,16	-0,06	-0,59	4 764	0,89	11,10	9,32 0,20
▼ Genivar (GNV)	23,04	-0,26	-1,12	1 117	16,36	28,49	18,73 1,50
▼ Chorus Aviation (CHR.B)	3,88	-0,05	-1,27	4 874	0,78	4,71	2,77 0,60
▼ Velan (VLN)	12,24	-0,16	-1,29	9	7,65	12,70	10,96 0,32
▼ Transforce (TFI)	21,68	-0,32	-1,45	2 282	9,16	23,17	16,06 0,52
▼ Quinc. Richelieu (RCH)	39,01	-0,60	-1,51	26	5,58	41,20	29,15 0,52
▼ GLV (GLV.A)	2,43	-0,07	-2,80	190	22,73	3,52	1,53 0,00
FINANCE	1 832,58 pts	0,14		4,38			
▲ Banque de Montréal (BMO)	63,75	0,82	1,30	25 789	4,75	64,70	53,15 0,96
▲ Brookfield Asset (BAM.A)	38,22	0,39	1,03	11 050	4,88	39,23	30,09 2,60
Banque Nationale (NA)	77,89	0,59	0,76	6 031	0,84	81,27	71,05 3,32
Banque Scotia (BNS)	60,50	0,31	0,52	17 002	5,29	61,05	50,26 2,58
Financière Manuvie (MFC)	14,90	0,06	0,40	70 705	10,29	15,75	10,18 0,82
Financière Power (PWF)	29,10	0,10	0,34	3 901	6,83	30,15	24,06 1,40
Power Corporation (POW)	27,03	0,07	0,26	4 839	6,50	27,42	21,70 1,16
Banque TD (TD)	84,10	0,09	0,11	14 866	0,42	86,20	75,70 3,08
Banque CIBC (CM)	83,50	-0,04	-0,05	11 302	4,41	84,99	69,13 3,76
Banque Laurentienne (LB)	44,28	-0,07	-0,16	526	0,09	47,80	40,66 1,96
Cominar (CUF.U)	22,55	-0,04	-0,18	2 155	-0,09	25,46	21,74 1,44
Sun Life (SLF)	28,20	-0,14	-0,49	29 395	6,94	30,03	19,76 1,44
Banque Royale (RY)	63,25	-0,34	-0,53	42 622	5,63	64,92	48,70 2,40
Ind. Alliance (IAG)	36,22	-0,25	-0,69	2 994	15,42	39,20	20,55 0,98
▼ IGM Financial (IGM)	44,55	-0,45	-1,00	12 460	7,09	48,27	36,81 2,15
▼ Great-West (GWO)	26,75	-0,45	-1,65	10 752	9,86	27,54	19,82 1,23
TÉLÉCOMS	1 135,72 pts	0,11		6,31			
BCE (BCE)	45,68	0,27	0,59	21 239	7,15	45,92	39,34 2,33
Telus (T)	69,22	-0,01	-0,01	8 746	6,33	70,11	56,41 2,56

De la lumière à l'horizon malgré tout



**RUDY
LE COURS**
ANALYSE

Il y a de quoi se désespérer si on s'attarde au fiasco électoral en Italie, au nouveau psychodrame entre le Congrès et la Maison-Blanche ou encore aux indicateurs économiques canadiens qui pointent surtout vers le bas depuis quelques semaines.

Les élections italiennes vont certes attiser les tensions au sein de la zone euro, mais elles rappellent avant tout que la crise n'est pas terminée. La voie de sortie, quelle qu'elle soit, sera pénible et longue. Ce qui risque de briser l'impasse parlementaire qu'a dessinée la volonté des électeurs italiens, toutefois, c'est la vive réaction des marchés financiers. Les taux d'intérêt des obligations italiennes venant à échéance dans 10 ans ont bondi de plus de 30 centièmes hier.

Aujourd'hui, Rome doit venir aux marchés avec deux tranches d'obligations dont une de cinq ans. Un mauvais accueil aurait sans doute pour effet d'approfondir le recul de la Bourse milanaise dont le maître

indice a abandonné 4,9%, hier. Le volume des transactions a même dépassé de 41% la moyenne enregistrée au cours des 30 séances précédentes, selon les calculs de l'agence Bloomberg.

L'insuccès des adjudications forcerait la main à la Banque centrale européenne (BCE)

De telles conditions favorisent normalement un rapprochement des partis, même après une campagne électorale âprement disputée. La forme qu'il prendra reste toutefois à définir. Les Italiens, plus familiers que tout autre peuple européen avec les méandres des gouvernements de coalition, en forgeront certainement une autre, éphémère comme les précédentes, mais suffisamment stable pour contenir la crise alors que le pays est englué dans sa quatrième récession en 12 ans.

Cette culture de la coalition paraît cependant absente

(« to get off their ass ») s'il veut une entente.

À majorité démocrate, le Sénat planche sur un plan qui diminue les dépenses et augmente les recettes fiscales par un taux d'imposition minimum de 30% sur les revenus des individus, ce à quoi s'objectent les représentants républicains. Plusieurs d'entre eux affirment même que les coupes automatiques sont un moindre mal que de nouvelles hausses d'impôt.

Le président Barack Obama plaide de son côté que ces coupes amputeraient la croissance d'un demi-point de pourcen-

ans tandis que la confiance des ménages mesurée par l'indice du Conference Board était plus élevée que la prévision la plus optimiste.

C'est le coup de pouce dont le Canada a besoin. L'économie a décliné en décembre, tous les leviers de la demande intérieure étant atones.

Malgré tout, les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes étaient à la hausse au quatrième trimestre, particulièrement ceux des manufacturiers. Une fois exclue la transformation du pétrole et du charbon: la productivité augmente.

La rémunération hebdomadaire des travailleurs en usines (heures supplémentaires incluses) a enregistré en décembre une hausse annuelle de 4,8%, une des plus fortes de l'économie.

L'indicateur composite avancé de l'Institut Macdonald-Laurier a aussi enregistré le quatrième gain mensuel d'affilée en janvier.

Après le passage à vide de l'automne, l'économie canadienne paraît regagner doucement du tonus.

On verra ce matin si les entreprises ont la même perception avec la publication de leurs perspectives d'investissements.

Hier encore, on a appris que le prix des maisons dans 20 grandes villes affichait la hausse annuelle la plus forte en six ans tandis que la confiance des ménages mesurée par l'indice du Conference Board était plus élevée que la prévision la plus optimiste.

pour éviter l'effet de contagion de la crise italienne sur les besoins de financement de l'Espagne et du Portugal. La BCE pourrait acheter des obligations italiennes sur le marché secondaire tandis que son président, Mario Draghi, ferait sentir tout son poids politique sur les leaders italiens.

ces jours-ci des débats au Congrès américain, à deux jours de l'échéance du 1^{er} mars et de ses coupes aveugles de 85 milliards US.

Hier, le président de la Chambre des représentants et leader de la majorité républicaine, John Boehner, a exhorté le Sénat à « se grouiller le cul »

tage et supprimeraient un demi-million d'emplois.

Tandis que se poursuit ce bras de fer, plusieurs indicateurs suggèrent que l'économie américaine va enfin mieux. Hier encore, on a appris que le prix des maisons dans 20 grandes villes affichait la hausse annuelle la plus forte en six

Profitez d'une adversité temporaire



JEAN GAGNON
COLLABORATION SPÉCIALE
LA SÉLECTION

D'excellentes entreprises à un bon prix. Voilà ce que recherchent les investisseurs de type « valeur ». Mais le « hic », c'est que les bonnes entreprises se négocient généralement à un cours déjà relativement élevé.

Sauf lorsqu'elles font face à des difficultés, explique Vincent Fournier, gestionnaire de portefeuilles chez Corporation Gestion de placements Claret. « Pour acheter les bonnes compagnies à un prix intéressant, il faut le faire lorsque celles-ci rencontrent de l'adversité », dit-il. « Nous recherchons donc les compagnies que nous considérons comme étant de grande qualité, mais qui connaissent des difficultés ou des malaises que nous jugeons temporaires », ajoute-t-il.

Plusieurs raisons amènent les investisseurs à délaisser de bonnes sociétés, selon lui. Par exemple, une entreprise très innovatrice dont le chiffre d'affaires et les bénéfices ont augmenté très rapidement, mais qui retrouve ensuite un taux de croissance plus normal. « Les investisseurs sont déçus, et le multiple cours/bénéfices qu'ils

sont prêts à payer fond rapidement », dit-il.

De même pour une entreprise qui fait face à une problématique d'affaire qui n'avait pas été prévue, telle l'arrivée d'un nouveau concurrent ou d'un changement de réglementation.

Les cas de déstagement (*spin-off*) offrent souvent de bonnes occasions d'achat, ajoute le gestionnaire de Claret. Une entreprise en difficulté doit parfois se départir d'une division qui n'est pas essentielle à son plan directeur. « Mais lorsque cette division fait cavalier seul en Bourse, le détachement de la maison-mère lui permet souvent d'améliorer sa rentabilité et de se négocier à des multiples plus intéressants », dit-il.

Il nous propose une sélection de quatre entreprises qui, si elles réussissent à vaincre l'adversité qu'elles rencontrent actuellement, pourraient voir le cours de leurs actions doubler d'ici trois à cinq ans.

Cisco Systems (CSCO)

Cours: 20,61\$
Haut et bas (52 semaines):
21,67\$ - 14,90\$
Bénéfice par action: 1,99\$
Dividende: 2,7%

Elle est le leader des équipementiers qui fabriquent les

instruments utilisés par Bell, Vidéotron, Verizon et les autres pour bâtir leurs réseaux de communication. « Nous croyons que le trafic internet va continuer de croître au cours des prochaines années », dit Vincent Fournier. Les investisseurs sont actuellement déçus de voir le taux de croissance de l'entreprise et les marges bénéficiaires fléchir, ce qui se fait sentir dans l'évaluation du titre, selon lui. La société génère des flux de trésorerie importants, si bien que son encaisse est présentement de 6\$ par action. En soustrayant celle-ci du cours actuel, l'action de la compagnie de San Jose, Californie, se négocie seulement neuf fois les bénéfices prévus, estime M. Fournier.

GENIVAR (GNV)

Cours: 23,04\$
Haut et bas (52 semaines):
28,49\$ - 18,73\$
Bénéfice par action: 0,95\$
Dividende: 6,4%

Nul doute que le secteur du génie-conseil traverse actuellement un mauvais quart d'heure. « Comme toutes les entreprises du secteur, Genivar risque à tout moment de faire les manchettes des journaux de façon négative », dit Vincent Fournier. Mais aussi, le secteur souffre du ralentissement des grands projets d'infrastructure qui ont

marqué les années 2008-2009. Dans ce contexte difficile, l'entreprise a fait preuve d'une bonne vision en achetant la firme britannique WSP Group l'été dernier alors que l'industrie crouissait en Europe. « Un retour à la normale du secteur en général profitera beaucoup à la firme québécoise », dit M. Fournier.

National Presto Industries (NPK)

Cours: 75,69\$
Haut et bas (52 semaines):
101,90\$ - 65,01\$
Bénéfice par action: 5,94\$
Dividende: 1,3%

Cette société américaine fait actuellement face à beaucoup d'adversité dans ses trois principaux secteurs d'activité, soit les petits électroménagers, la défense et les absorbants. Elle subit la concurrence de la Chine qui fait chuter les prix pour les petits électroménagers, un contrat avec le département de la Défense a été reporté, et un problème de fabrication des absorbants a causé une baisse de la rentabilité. Mais l'entreprise devrait pouvoir s'en remettre, croit Vincent Fournier. « Détenue à 30% par ses dirigeants, elle possède un solide bilan, en plus d'être très bien gérée, ce qui lui permet de verser

chaque année un dividende spécial, en plus du dividende régulier », dit-il.

Hyster-Yale Materials Handling (HY)

Cours: 50\$
Haut et bas (52 semaines):
52,30\$ - 37,68\$
Bénéfice par action: Aucun
Dividende: 2%

Elle est apparue en bourse l'automne dernier à la suite d'un déstagement (*spin-off*) de NACCO Industries qui l'a retournée à ses actionnaires. Depuis, elle s'est déjà appréciée de plus de 20%. Elle fabrique, distribue et offre le service après vente de chariots élévateurs. « Elle possède un bilan solide, génère d'excellents flux de trésorerie, verse un bon dividende régulier en plus d'offrir la possibilité d'un dividende spécial, et continue de gagner des parts de marché », résume Vincent Fournier.



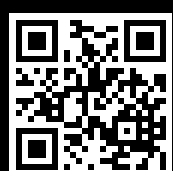
NOTRE SPÉCIALISTE
VINCENT FOURNIER
Gestionnaire de portefeuilles chez Corporation Gestion de placements Claret

« LE MARCHÉ EST SI VOLATIL, ON NE SAIT PLUS QUOI FAIRE. »

Éviter le risque s'avère aujourd'hui une stratégie de placement de choix pour bien des investisseurs. Le risque d'investissement est cependant inévitable. Une meilleure approche serait une solution diversifiée « tout-en-un » qui gère activement le risque.

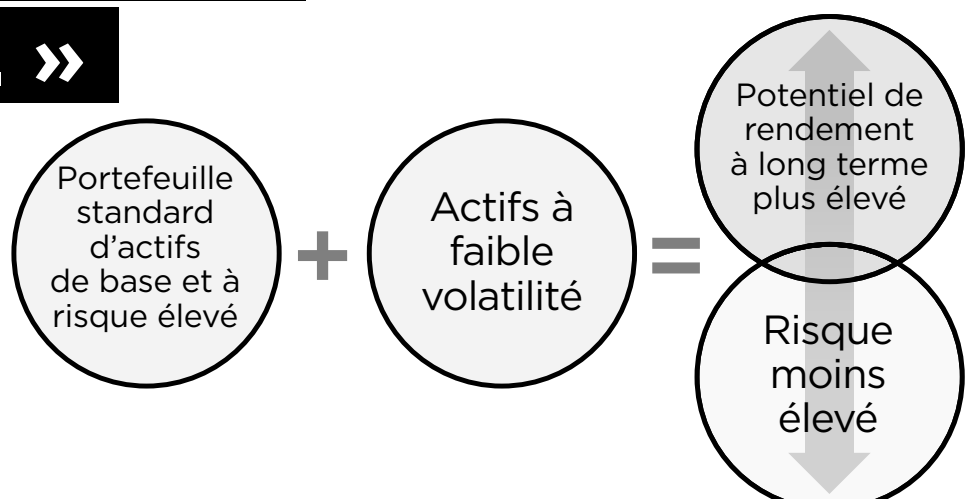
Les portefeuilles **Symétrie** ont recours à une approche axée sur la gestion des risques, laquelle comprend une composante à faible volatilité visant à réduire l'effet des fluctuations à la baisse, sans compromettre les objectifs financiers à long terme.

PRENEZ LE CONTRÔLE.



Communiquez avec votre conseiller ou visitez placementsmackenzie.com/gerer pour d'autres idées.

Une composante à faible volatilité unique vise à générer des rendements plus élevés, avec moins de risque



Mackenzie
PLACEMENTS

LA PRESSE AFFAIRES

FINANCEMENT D'UNE AUTO À 0 %

Recours collectif autorisé

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

Le financement à 0 % d'intérêt pour l'achat d'une automobile existe-t-il vraiment? La Cour supérieure du Québec vient d'autoriser un recours collectif sur cette question qui touche des dizaines de milliers de consommateurs.

En décembre 2001, Ange Marie Bourdages a acheté une Chrysler Neon 2002 au prix de

19 765\$ plus taxes et frais. Elle s'est prévalu du financement à 0 % d'intérêt offert par Chrysler.

Six mois plus tard, M^{me} Bourdages a eu la surprise de voir dans un journal une publicité annonçant le même véhicule à un prix « substantiellement » moins élevé. Elle a téléphoné au concessionnaire pour obtenir des explications. Celui-ci lui a indiqué que les clients qui payaient comptant avaient droit à un rabais de 3000\$. Compte

tenu de ce supplément de 3000\$, M^{me} Bourdages et ses avocats, Fredy Adams et Gilles Gareau, calculent que le taux d'intérêt réel n'est pas de 0 %, mais plutôt de 13,8 % par année pour la période de 59 mois prévue au contrat de financement.

Une première tentative de recours collectif sur cette question avait échoué en septembre 2009 après sept ans de procédures. La requête de M^{me} Bourdages a été déposée en



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Des recours ont été autorisés contre Chrysler, Ford et Mitsubishi.

novembre 2006. Dans une décision rendue la semaine dernière, le juge Yves Poirier a autorisé le recours contre Chrysler ainsi que deux autres visant Ford et Mitsubishi.

Les consommateurs touchés sont ceux qui ont acheté un véhicule Chrysler ou Ford entre le 4 novembre 1999 et le 18 février 2003 ou un Mitsubishi entre le 6 mars 2004 et le 18 février 2013.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANS

AÉROPORTS DE MONTRÉAL
APPEL D'OFFRES
4M-1303G-13-028

Acquisition d'une (1) tondeuse à gazon frontale

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM à www.admtl.com.

AÉROPORTS DE MONTRÉAL
APPEL D'OFFRES
4A-0868N-13-003

Acquisition de véhicules légers

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM à www.admtl.com.

Appels d'offres
Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction de l'approvisionnement
Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : Biens et services
Appel d'offres : 13-12702
Descriptif : A89 - Acquisition d'arbres pour l'arrondissement de LaSalle (A.P. 13-1508)
Date d'ouverture : 20 mars 2013
Dépôt de garantie : 10 % (Cautonnement ou chèque visé)
Renseignements : Eddy Duteilly, agent d'approvisionnement : 514 872-5253
Appel d'offres : 13-12672
Descriptif : SPVM - Cartouches de pratique de calibre .223 75 gr.
Date d'ouverture : 18 mars 2013
Dépôt de garantie : Aucun
Renseignements : Krystal Doucet, agente d'approvisionnement : 514 872-1043
Appel d'offres : 13-12714
Descriptif : A88 - Remplacement des sièges à l'aréna Pierre « Pete » Morin
Date d'ouverture : 25 mars 2013
Dépôt de garantie : 5 % (Cautonnement ou chèque visé)
Renseignements : Matthieu Crêteau, agent d'approvisionnement : 514 872-6777
Catégorie : Services professionnels
Appel d'offres : 13-12691
Descriptif : Services professionnels de surveillance environnementale des sols et des matériaux excavés lors des travaux de construction d'infrastructures routières
Date d'ouverture : 18 mars 2013
Dépôt de garantie : Aucun
Appel d'offres : 13-12709
Descriptif : Services professionnels pour la gestion de projets de mise aux normes des arènes
Date d'ouverture : 18 mars 2013
Dépôt de garantie : Aucun
Renseignements : Pierre Lallier, agent d'approvisionnement : 514 872-5359
Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 27 février 2013. Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.
Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.
Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.
La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.
Montréal, le 27 février 2013
Le greffier de la Ville
Me Yves Saindon

CASILOC inc.
APPEL D'OFFRES
LOT L-1531 - PROTECTION INCENDIE HUB - PHASE 2

REVITALISATION ET MAINTIEN DE L'ACTIF AU CASINO DU LAC-LEAMY

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur cet appel d'offres en visitant le site internet de l'entreprise : www.casiloc.com

Appel D'offres
Montréal

Division de l'ingénierie et des procédés
Direction de l'épuration des eaux usées
Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour : le 27 mars 2013
Catégorie : Construction
Appel d'offres : 5054-EC-4430-12
Descriptif : Travaux de réfection de la structure de chute de la 6e avenue dans le parc des Rapides
Date d'ouverture : 27 mars 2013
Dépôt de garantie : 10 % du montant de la soumission
Renseignements : Monsieur Claude Meunier ing. 514 280-4418
Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 27 février 2013
Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.
Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.
Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.
La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.
Montréal, le 27 février 2013
Le greffier de la Ville
Me Yves Saindon



PROJETS COMMERCIAUX

La Société du Vieux-Port de Montréal organise et anime la seule place publique au bord de l'eau à Montréal en gérant un ensemble d'installations récréo-touristiques incomparables et en tissant des liens avec des partenaires de qualité. Nous sommes à la recherche d'exploitants pour différentes activités commerciales telles que :

- Croisières et excursions maritimes;
- Restaurant;
- Boutiques estivales.

Veillez vous référer à notre site Web
www.societeduvieuxport.com/depot-de-projet/depot-de-projet-commercial.html
pour toutes informations supplémentaires.

Merci

La Société du Vieux-Port de Montréal

Canada

Mega Brands veut une aide de 50 millions

LA PRESSE CANADIENNE

Le fabricant de jouets Mega Brands souhaite obtenir une aide financière de 50 millions de dollars du gouvernement du Québec afin de construire une nouvelle usine.

Dans une inscription récente au registre des lobbyistes, Francine La Haye, du cabinet de relations publiques National, précise que l'aide demandée pourrait prendre la forme d'un prêt étalé sur cinq ans, d'une

subvention ou d'une combinaison des deux.

Mega Brands veut construire une usine de fabrication « de pointe » et procéder à l'« automatisation » de ses équipements, précise la fiche du registre des lobbyistes.

Tanya Furci-Argento, porte-parole de Mega Brands, n'a pas voulu commenter le dossier. Elle a indiqué que le vice-président à l'exploitation, Daniel Bourgeois, allait être disponible pour une entrevue sur le sujet

vendredi, jour de la publication des résultats trimestriels de l'entreprise.

Mega Brands possède déjà une usine à Montréal où est fabriquée une bonne partie de ses produits. L'entreprise a investi 10 millions en 2011 pour accroître la capacité de production de ces installations.

On y a notamment installé de l'équipement et de l'outillage dernier cri.

L'action de Mega Brands a pris 10 cents hier, à 11,35 \$, à la Bourse de Toronto.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Parc Jean-Drapeau Appel d'offres

Métiers spécialisés à taux horaires
Entretien des systèmes électromécaniques
(Ventilation, chauffage, climatisation)
Appel d'offres #20130229

La Société du parc Jean-Drapeau désire obtenir des soumissions d'entrepreneurs spécialisés dans les systèmes électromécaniques. Les prix à soumettre, soit les taux horaires, correspondent à des travaux usuels de réparation, de restauration, de modification et d'entretien d'appareils de climatisation, chauffage et ventilation, et à des réponses à des urgences suite à des bris ou toutes autres raisons. La durée des contrats couvre les années 2013, 2014 et 2015.

La mission comprend, de manière non exhaustive, la fourniture des services suivants :

- Services de frigoristes;
- Services de ferblantiers;
- Services de mécaniciens de machinerie fixe;
- Autres menus travaux.

Les documents pourront être obtenus par le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) à partir du mercredi 27 février 2013 en consultant le site Internet www.seao.ca. Les documents seront obtenus au coût établi par le SEAO.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 14 h, le **vendredi 15 mars 2013**, dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc Jean-Drapeau, Pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc Jean-Drapeau ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, et elle n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Daniel Blier
Directeur général

Parc Jean-Drapeau Appel d'offres

Services professionnels
pour projets de remise aux normes
des installations sportives
du bassin Olympique
Appel d'offres # 20130228

La Société du parc Jean-Drapeau désire obtenir des soumissions pour la prestation de services professionnels en architecture, en architecture de paysage et en ingénierie dans le cadre de son projet de remise aux normes des installations sportives du bassin Olympique de l'île Notre-Dame.

La mission comprend, de manière non exhaustive :

- Le relevé des espaces;
- Les études préparatoires;
- La production des plans et devis;
- La préparation des échéanciers et des estimations;
- La coordination et la surveillance du chantier.

Les documents pourront être obtenus par le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) à partir du mercredi 27 février 2013 en consultant le site Internet www.seao.ca. Les documents seront obtenus au coût établi par le SEAO.

Visite des lieux : les sites seront accessibles sur rendez-vous entre 8 h 30 et 16 h, du 4 au 6 mars 2013 inclusivement. Les soumissionnaires désirant faire une visite des lieux devront communiquer avec M. Guy Prenovost au (514) 872-5567.

Les soumissions seront reçues jusqu'au **vendredi 15 mars 2013 à 10 h** dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc Jean-Drapeau, Pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc Jean-Drapeau ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, et elle n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Daniel Blier
Directeur général

Parc Jean-Drapeau Appel d'offres

Travaux de restauration des pergolas
de la roseraie de l'île Sainte-Hélène
Appel d'offres #20130227

La Société du parc Jean-Drapeau souhaite retenir les services d'une entreprise pour procéder à la restauration des pergolas de la roseraie située sur l'île Sainte-Hélène.

La mission comprend, de manière non exhaustive, la fourniture et l'installation de tous les matériaux nécessaires aux travaux décrits sur les plans inclus dans les documents de soumission (incluant, sans s'y limiter) :

- la protection des éléments existants;
- la fourniture et l'installation de tous les matériaux nécessaires aux travaux tels qu'ils sont décrits dans les documents de soumission (incluant, sans s'y limiter) :
 - la restauration des colonnes de maçonnerie,
 - le remplacement des pergolas de bois,
 - la protection des végétaux accrochés aux pergolas,
 - le remplacement du mobilier,
 - l'installation d'éclairage.
- la localisation de tous les services et de toutes les utilités souterraines auprès des services appropriés, comme Info-Excavation;
- le ragréage de toutes les surfaces endommagées par les travaux;
- le nettoyage du site à la fin des travaux.

La réalisation du projet devra être faite dans le respect du budget, de l'échéancier, des codes et des normes en vigueur. Les travaux devront être exécutés en minimisant les inconvénients pour les utilisateurs du Parc, qui demeurera ouvert pour la durée du chantier, et ce, sans interruption de ses activités.

Les documents pourront être obtenus par le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) à partir du mercredi 27 février 2013 en consultant le site Internet www.seao.ca. Les documents seront obtenus au coût établi par le SEAO.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 11 h le **vendredi 15 mars 2013** dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc Jean-Drapeau, Pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc Jean-Drapeau ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, et elle n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Daniel Blier
Directeur général

Parc Jean-Drapeau Appel d'offres

Location d'un balai mécanique
Appel d'offres #20130230

La Société du parc Jean-Drapeau désire obtenir des soumissions pour la location d'un balai mécanique neuf dont l'utilisation principale sera l'entretien de différentes voies piétonnières et cyclables, et de quelques aires de stationnement. La période de cette location est de cinq années.

Les documents pourront être obtenus par le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) à partir du mercredi 27 février 2013 en consultant le site Internet www.seao.ca. Les documents seront obtenus au coût établi par le SEAO.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 15 h, le **vendredi 15 mars 2013**, dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc Jean-Drapeau, Pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc Jean-Drapeau ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, et elle n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Daniel Blier
Directeur général

BÉNÉVO LAT

514.842.3351
cabm.net